

Acquisition d'un appareillage  
de CLHP biocompatible pour  
la licence professionnelle  
CQBio de l'Université de  
Tours

**Cahier des clauses particulières (CCP)**

# SOMMAIRE





1.	DÉFINITIONS .....	2
2.	OBJET DU CONTRAT.....	3
3.	STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT.....	4
4.	DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION .....	4
5.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	4
6.	RÉALISATION DES PRESTATIONS .....	6
7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	8
8.	LITIGE ET SANCTIONS .....	9
9.	FIN DU CONTRAT .....	10

Sélectionner le sommaire, appuyer sur la touche F9 (ou Fn+F9) pour mettre à jour la numérotation des pages.

## ÉLÉMENTS CLÉS DU CONTRAT

	Objet du contrat	<b>Acquisition d'un appareillage de CLHP biocompatible pour la licence professionnelle CQBio de l'Université de Tours</b>
	Acheteur	Université de Tours
	Type de contrat	Marché ordinaire de fournitures
	Structure	Lot unique
	Lieu d'exécution	UFR des Sciences Pharmaceutiques Licence professionnelle CQBio - à l'attention de M. Martin Soucé 31 avenue Monge 37 200 Tours, FRANCE
	Développement durable	Cf. article 6.3
	Pénalités de retard	Cf. article 8.2
	Variation des prix	Fermes
	Nature des prix	Prix forfaitaires

## 1. DÉFINITIONS

	<b>Contrat</b>	Le <b>contrat</b> est un marché public passé en Procédure adaptée ouverte (Article R2123-1 1° - Inférieure au seuil des procédures formalisées - Code de la commande publique). Le contrat fait référence au <a href="#">CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021</a> . Le terme contrat désigne également le présent document, ses annexes et les autres pièces constitutives du marché.
	<b>Acheteur</b>	L' <b>acheteur</b> désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté.
	<b>Titulaire</b>	Le <b>titulaire</b> désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
	<b>Prestation</b>	La <b>prestation</b> est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

## 2. OBJET DU CONTRAT

### 2.1. Description des prestations

#### ■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : **Acquisition d'un appareillage de CLHP biocompatible pour la licence professionnelle CQBio de l'Université de Tours**

*La présente consultation a pour objet la fourniture, la livraison, l'installation et la mise en service d'un appareillage de chromatographie haute performance (HPLC) ayant pour but de répondre aux besoins en travaux pratiques de la licence professionnelle CQBio mais aussi et plus globalement pour les études de pharmacie. Une utilisation pour les travaux de recherche du département NMNS du Centre de Biophysique Moléculaire (CNRS) pourra également être envisagée.*

**Le montant maximum des crédits alloués à l'achat de l'équipement est de 70 000 € HT. Les offres financières supérieures seront considérées comme inacceptable.**

#### ■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est :

**Faculté de Pharmacie  
Licence professionnelle CQBio - à l'attention de M. Martin Soucé  
31 avenue Monge  
37 200 Tours, FRANCE**

#### ■ Pièces contractuelles :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et ses annexes financières éventuelles
- le présent document et ses annexes éventuelles
- le CCAG applicable (arrêté du 30 mars 2021) dans sa version en vigueur au lancement de la consultation
- l'offre technique et financière du titulaire
- les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution

### 2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour l'acheteur **Université de Tours**, Etablissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, représenté par le Président de l'Université de Tours.

#### **Adresse et coordonnées :**

Université de Tours  
60 rue du Plat D'Etain – BP 12050  
37020 Tours Cedex 1  
Téléphone : 02 47 36 66 00  
Courriel : [commande-publique@univ-tours.fr](mailto:commande-publique@univ-tours.fr)  
Site internet : [www.univ-tours.fr](http://www.univ-tours.fr)

#### ■ Représentation des parties :

Dès la notification du contrat, l'acheteur désigne une ou plusieurs personnes physiques, habilitées à le représenter auprès du titulaire. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution.

Le titulaire désigne dès le début du contrat les noms et coordonnées professionnelles d'une ou plusieurs personnes chargées de le représenter pour l'exécution des prestations. En cas d'empêchement ou de remplacement de ces représentants en cours d'exécution du contrat, le titulaire en avise sans délai

l'acheteur et lui indique les noms et coordonnées professionnelles d'un nouveau représentant. Ce ou ces représentants sont réputés disposer des pouvoirs suffisants pour prendre les décisions nécessaires engageant le titulaire.

### 3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

---

#### ■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **fournitures**.

#### ■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations du contrat ne font l'objet d'aucune décomposition. La forme retenue pour l'exécution du contrat est **ordinaire**.

### 4. DURÉE DU CONTRAT ET DÉLAIS D'EXÉCUTION

---

#### ■ Délais d'exécution :

Le marché prendra effet à compter de sa date de notification et se terminera à l'issue de l'admission finale des équipements et des services annexés. La notification vaut date de début d'exécution des prestations et marque le départ du délai contractuel d'exécution.

Les équipements devront être livrés et installés au plus tard pour le 01/12/2025. Cependant, si le titulaire propose un délai plus rapide dans son offre, il est engagé contractuellement par celui-ci.

#### ■ Délais de remise des documents :

Dans un délai maximum de 5 jour(s) à l'issue de l'installation de l'équipement, le titulaire doit remettre le mode d'emploi du matériel et du logiciel, en 1 exemplaire dématérialisé et 1 exemplaire papier.

#### ■ Fournitures complémentaires :

L'acheteur se réserve la possibilité de passer avec le titulaire des marchés sans mise en concurrence pour des livraisons complémentaires en cas de renouvellement ou d'extensions, conformément aux dispositions de l'article R2122-4 du Code de la commande publique.

### 5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

---

#### 5.1. Prix du contrat

##### ■ Nature et variation des prix :

Les prix du contrat sont **forfaitaires**, tels que mentionnés dans l'offre financière du titulaire. Les prix sont **fermes** pour toute la durée du contrat.

##### ■ Contenu des prix :

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

##### ■ TVA :

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC. Les taux de TVA applicables sont ceux en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

## 5.2. Conditions de paiement

### ■ Avance :

Il n'est pas prévu d'avance.

### ■ Présentation des demandes de paiement :

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;
- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

### ■ Périodicité des paiements :

Les paiements partiels définitifs interviennent à l'issue de la réception des prestations.

### ■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif (article R2191-26 du Code de la commande publique).

### ■ Remise des demandes de paiement :

Service facturier (SFACT) de l'Université de Tours  
60 rue du Plat d'Etain  
37020 Tours cedex  
Téléphone : 02 47 36 64 35  
Courriel : [sfact-marches@univ-tours.fr](mailto:sfact-marches@univ-tours.fr)  
Site internet : <https://chorus-pro.gouv.fr>

### ■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

## 6. RÉALISATION DES PRESTATIONS

### 6.1. Conditions de réalisation des prestations

#### ■ Attendus techniques :

Ce matériel est destiné à remplacer un équipement vieillissant en salle de travaux pratiques. Pour des applications particulièrement exigeantes, il devra apporter des fonctionnalités supérieures aux autres systèmes HPLC déjà présents dans la salle tout en restant facile de prise en main par les étudiants.

Les performances seront celles d'un appareillage typiquement utilisé en routine dans un laboratoire de contrôle qualité et de recherche et développement industriel. Le système consistera en une pompe à gradient, un injecteur automatique, un four à colonne et un détecteur d'absorption UV à barrette de diodes, géré par un logiciel de pilotage, d'acquisition et de traitement de données.

L'appareillage devra permettre l'utilisation des phases mobiles corrosives typiques de l'analyse des protéines et des colonnes U-HPLC.

L'appareillage sera composé des éléments suivants, reliés par la connectique adaptée :

- Pompe à gradient haute pression binaire (biocompatible) :
  - débit 0,1 - 5,0 mL/min ou plus
  - pression jusqu'à 1000 bar ou plus
  - gradient 2 voies avec sélecteur de solvants
  - faible volume de mélange
  - dégazeur pour chaque voie
- Passeur d'échantillons (biocompatible) :
  - volume injecté 0,1 - 20 µL
  - flacons standards 2 mL réfrigérés
  - tenue en pression jusqu'à 1000 bar ou plus
- Four à colonne :
  - plage de température 5 – 80 °C ou plus
  - pour une ou deux colonnes d'une longueur jusqu'à 30 cm
- Détecteur d'absorption UV à barrette de diodes :
  - plage de longueurs d'onde 200 - 700 nm ou plus
  - acquisition de données 3D jusqu'à 50 Hz
  - cellule biocompatible
  - volume de cellule au maximum 10 µL, volumes plus faibles en option
- Logiciel de pilotage, d'acquisition et traitement des données
- Installation du matériel et du logiciel et qualification sur place

Le logiciel doit être facile de prise en main par les étudiants en travaux pratiques autant que par un technicien devant gérer simultanément 5 appareils (sur 5 ordinateurs séparés).

L'ordinateur sera fourni et installé avec Windows 11 par la Faculté de Pharmacie.

#### ■ Normes et réglementations :

Tous les matériels et les installations doivent être conformes aux normes CE en vigueur et aux règlements nationaux en découlant.

#### ■ Modalités de livraison :

Les fournitures doivent être livrées dans les conditions suivantes : les équipements livrés par le titulaire seront accompagnés d'un bon de livraison qui fera figurer, outre les mentions légales :

- La date d'exécution ;
- La référence au numéro du marché concerné ;
- La référence au bon de commande ;
- L'identification du titulaire et ses coordonnées ;
- L'identification des matériels livrés, et s'il y a lieu, leur répartition par colis ;
- Le reste éventuel à livrer en cas de livraison en plusieurs fois.

Le titulaire prendra l'attache de **Monsieur Martin Soucé** ([martin.czok-souce@univ-tours.fr](mailto:martin.czok-souce@univ-tours.fr)) au minimum 2 semaines avant la date de livraison envisagée pour assurer la faisabilité de celle-ci.

Conformément à l'article 21 du CCAG, le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport et notamment : éviter la circulation pendant les heures de pointe, transport groupé des marchandises, favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

## 6.2. Vérification des prestations

### ■ Niveau d'obligation prévu au contrat :

Du fait de l'objet du contrat le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat. Celle-ci s'impose au titulaire dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites au contrat. Le titulaire s'engage à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

### ■ Opérations de vérification des fournitures :

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du contrat dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG Fournitures courantes et services.

L'acheteur effectue ces vérifications lors de la livraison des fournitures. Si aucune décision n'est notifiée, ces fournitures sont réputées admises le jour de leur livraison.

Si la quantité livrée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bon de livraison, le bon est rectifié et signé par les personnes en charge de la livraison pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter les fournitures qui contiennent des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

### ■ Personnes en charge des vérifications des prestations :

Les personnes chargées de la vérification quantitative et qualitative des prestations réalisées par le titulaire sont les suivantes : M. Martin Soucé ([martin.czok-souce@univ-tours.fr](mailto:martin.czok-souce@univ-tours.fr)).

## 6.3. Développement durable

### ■ Clause environnementale :

Le contrat prévoit des obligations en matière de protection de l'environnement en tant que conditions d'exécution des prestations. Un engagement sur l'utilisation de méthodes et de produits respectueux de

l'environnement dans le processus de fabrication et dans les modalités de livraison, sera demandé au titulaire. Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces obligations environnementales.

## 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

### ■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

### ■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail.

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des renseignements et des documents pouvant être demandés aux candidats aux marchés publics).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF et de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, le numéro unique d'identification délivré par l'Insee ou à défaut l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation



- à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

#### ■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire. Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

#### ■ **Sous-traitance :**

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Néanmoins le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture.

## 8. LITIGE ET SANCTIONS

### 8.1. Pénalités

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
Pénalité pour retard en cas de dépassement du délai d'exécution	Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, en cas de dépassement du délai d'exécution prévu au contrat, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de <b>150,00 €</b> par jour ouvré de retard.
Non-respect clause environnementale	En cas de non-respect des obligations relatives à la protection de l'environnement imputable au titulaire, celui-ci encourt une pénalité forfaitaire de <b>100,00 €</b> pour toute constatation du manquement.
Pénalité pour tout manquement aux autres obligations contractuelles	En cas de non-respect des obligations contractuelles imputable au titulaire, celui-ci encourt une pénalité forfaitaire de <b>100,00 €</b> pour tout manquement constaté.

### 8.2. Autres stipulations

#### ■ **Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :**

Les dispositions de l'article 45 du CCAG s'appliquent. En cas de non-exécution ou mauvaise exécution des prestations prévues au contrat après mise en demeure restée sans effet, ou en cas de décision de résiliation du contrat et si cette décision le mentionne, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire. Cette décision est notifiée au titulaire par l'acheteur.

Le contrat passé avec le tiers est transmis au titulaire pour information. Ce dernier ne peut pas prendre part à l'exécution de ce contrat de substitution mais est tenu de fournir toutes les informations utiles à sa bonne exécution.

L'augmentation des dépenses par rapport au prix du présent contrat est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

#### ■ **Pénalités pour retard – observations préalables à l'application :**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, les pénalités de retard sont applicables sans observations préalables du titulaire.

#### ■ **Pénalités pour retard – plafonnement des montants :**

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG, le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 10 % du montant total hors taxes du marché.

#### ■ Pénalité pour retard – seuil d'exonération :

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

#### ■ Règlement des différends :

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et le cas échéant justification des montants réclamés. Ce mémoire est adressé dans les deux mois qui suivent le différend. L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour répondre.

Les parties peuvent soumettre les différends qui les opposent au Médiateur des entreprises (<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/marches-publics-entreprises>), au Comité consultatif de règlement amiable des litiges compétent (articles R2197-1 et suivant du Code de la commande publique) ou à la DREETS (anciennement DIRRECTE, <https://dreets.gouv.fr/>).

#### ■ Résiliation pour faute :

En cas de mauvaise exécution des prestations objet du contrat ou de non-respect des stipulations du contrat par le titulaire, l'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

#### ■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant :

**Tribunal Administratif d'Orléans**  
28 rue de la Bretonnerie  
45057 Orléans Cedex 1  
Téléphone : 02 38 77 59 00  
Courriel : [greffe.ta-orleans@juradm.fr](mailto:greffe.ta-orleans@juradm.fr)  
Télécopie : 02 38 53 85 16

Les recours peuvent être déposés sur <https://www.telerecours.fr/> ou adressés par courrier.

## 9. FIN DU CONTRAT

#### ■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 42 du CCAG, cette résiliation n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire.

#### ■ Garantie :

Les prestations font l'objet d'une garantie légale de deux (2) ans, pièces, main d'œuvre et déplacement compris. La garantie du constructeur inclut également le transport, la restauration et le logement des intervenants, l'emballage et les boîtes de transport.

Pour certains éléments, des garanties spécifiques supplémentaires peuvent trouver matière à s'appliquer et sont éventuellement détaillées dans la proposition financière et technique du titulaire.

Au titre de la garantie contractuelle de « bon fonctionnement », le titulaire garantit l'Université de Tours contre toutes les revendications des tiers relatives aux brevets, licences, dessins et modèles, marques de commerce et tout autre titre de propriétés intellectuelles ou industrielles des matériels faisant l'objet du présent marché.

#### ■ Régime de la garantie :

Le point de départ de la garantie est la date d'admission des matériels par l'Université, c'est-à-dire la date de signature du procès-verbal d'admission définitive par le pouvoir adjudicateur ou son

représentant. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, le délai de garantie est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de 24h ouvrées pour répondre à une demande de SAV et dispose de 5 jours pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

#### Liste des dérogations au CCAG Fournitures courantes et services :

La rubrique *Pièces contractuelles* de l'article 2.1 du contrat déroge à l'article 4.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - observations préalables à l'application* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.1 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - plafonnement des montants* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.2 du CCAG

La rubrique *Pénalités pour retard - seuil d'exonération* de l'article 8.2 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG

La rubrique *Résiliation pour motif d'intérêt général* de l'article 9 du contrat déroge à l'article 42 du CCAG



#### Documents et liens utiles (versions en vigueur à la date du lancement de la consultation) :

[Code de la commande publique](#) et ses [annexes](#) (Legifrance)

[CCAG Fournitures courantes et services du 30 mars 2021](#)